

N°747

du 03
OCTOBRE
2014



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.7 Journée internationale des personnes âgées
«Elles représentent aussi un vivier important de connaissances, de savoirs et d'expérience pour renforcer les capacités des jeunes générations»,
Mme Dédé Ahoéfa EKOUE

P.3 Malgré le nouveau défi de la sécurité routière

Le Togo maintient sa «position enviable», selon l'Observatoire des pratiques anormales

** Le Togo est incontestablement en tête des pays où le temps perdu sur la route est le plus court*

P.4 Gouvernance dans le secteur de l'eau
Le Togo et le PNUD signent une convention de financement



Une opération de contrôle de véhicule

P.4 Au terme des 3 premiers trimestres de l'année
158,600 milliards levés par le Trésor du Togo, sur 1 992,359 milliards pour l'Uemoa

P.3 Indice de la bonne gouvernance en Afrique
Le Togo, 36ème rang avec une évolution de 2,8 points sur les cinq dernières années

P.3 Pour un retour aux fières valeurs perdues
L'événement annuel «Mois du civisme et de la citoyenneté» lancé ce vendredi

** Vers l'institutionnalisation d'une journée nationale «Togo propre» chaque premier samedi du mois.*



PA-LUNION

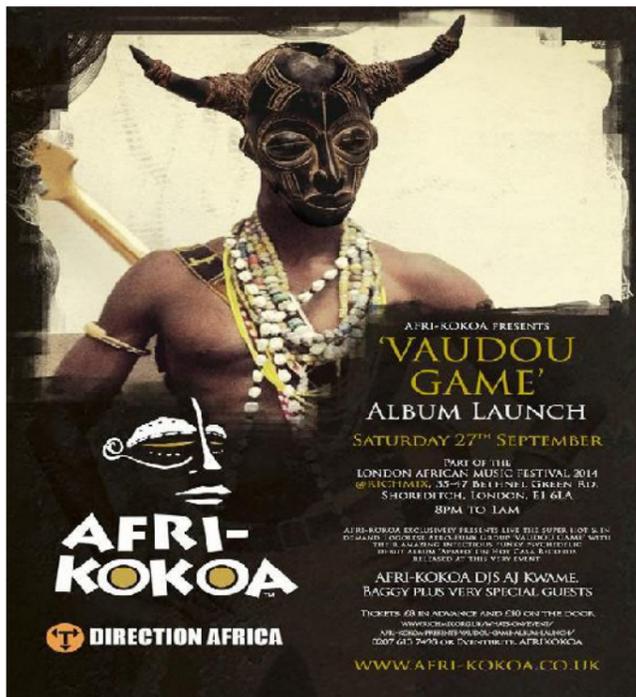
www.pa-lunion.com



- Actualités Nationales
* Politique
* Economie
* Société
* Sport
* Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Musique

La critique de l'album de Peter Solo en France



Honorer Mawu sans trancher de têtes de poules mais en enfiévrant les foules d'une potion vaudou-funk, telle est la mission que s'est attribuée le Togolais Peter Solo. Soumis à la toute-puissance du groove et entièrement dévoués à l'analogique, Solo et son crew de Lyonnais convertis clouent le funk hypnotique de James Brown sur un ampli vintage avant de le larder d'aiguilles cuivrées et de claviers vintage taillés en pointe. Enivrée d'iboga, possédée par la mystique, la

poupée vaudou transie se laisse alors embarquer en virées psychédéliques et méditatives, rares temps calmes et idéals pour incanter l'atmosphère, réaffuter ses armes et repartir encore plus véhément. Diablement africain et violemment envoûté, l'afro funk porté à son point d'incandescence le plus élevé. Toujours se méfier d'un gars capable de porter un falzar jaune avec autant d'assurance...

www.leparisien.fr

Festival

Le Fitap officiellement lancé ce 1er octobre

Le Festival International de Théâtre et des Arts Plastiques (FITAP) a été officiellement lancé le 1er octobre dernier à Lomé, et se décline sous le thème : "entreprenariat culturel et la problématique de la création artistique en Afrique". Le festival aura lieu du 1er au 5 octobre.

"La 8ème édition du FITAP à travers la promotion du brassage culturel, reste un carrefour pouvant permettre aux acteurs culturels de tendre vers la professionnalisation de leur métier et de trouver des marchés pour leurs productions", a confié Constance Adjowavi Apéfa Togbonou, présidente du festival.

Le festival se déroulera dans les endroits suivants : les écoles primaires et collèges des villes et villages des préfectures de Vo, Zio, Lacs, Golfe et Haho, les prisons des préfectures de Vo, Zio, Lacs, Golfe, l'hôpital psychiatrique d'Aného, l'Institut Goethe.

"La particularité de la présente édition réside dans le fait que les détenus avec qui nous avons commencé des formations depuis 2012 en batik, perlage, tricotage et teinture, vont recevoir leurs diplômes", souligne les organisateurs.

Le Fitap a été créé en 1999, il vise Le FITAP vise à la promotion du spectacle vivant, des arts plastiques, de décoration de la scène ainsi que le développement social et culturel des acteurs à travers les formations, créations et diffusions des



spectacles et œuvres d'arts, à créer des espaces d'analyse des spectacles.

Plusieurs compagnies seront au rendez-vous à ce festival. Au programme du FITAP, il y aura : Théâtre Orithéâtre du Bénin, Compagnie Arenk Théâtre de la Guinée Conakry, Compagnie Forêt sacrée du Bénin, Compagnie Gindi du Sénégal, Compagnie Gomisha de la Côte d'Ivoire, Compagnie Nèga-Expression Théâtre du Cameroun, Compagnie Rochdi Belgasmi- TU de la Tunisie, Gabité "La Maison de la parole" du Togo/Lomé, CITO du Burkina Faso, Compagnie Evaglo du Togo/Lomé, Compagnie Issima du Congo Démocratique, Compagnie One Man Show du

Togo/Lomé, Ambassade de vie du Togo/Atakpamé, Théâtre Kodjézo du Togo/Kara, Artistes musiciennes : Mmes BADA Abra Jeannette, ABIH-ALFA Bintou AZIANKA Ayawa et LACLE Rose du Togo

Festival de mauvaise réputation

Le FITAP a toujours créé des quelques polémiques à chaque édition. De nombreux festivaliers se sont toujours plaints des conditions d'organisation. Pendant les années 2000, plusieurs festivaliers étaient laissés sur le carreau, ne trouvant pas les moyens pour retourner chez eux. On a constaté que le comité d'organisation n'a souvent pas réussi à rassembler les moyens avant de lancer son festival. Un détour sur le site du FITAP donne

peu d'assurance quant au bon déroulement de ce festival.

Déjà le spectacle prévu au Goethe Institut de Lomé a été annulé pour des raisons inconnues. "Pour des raisons indépendantes de notre volonté la soirée de théâtre avec "Les Ambassadeurs de Vie d'Atakpamé" prévue dans le cadre du Festival international de théâtre et des arts plastiques (FITAP) dans les locaux du Goethe-Institut pour le jeudi 2 octobre 2014 n'aura plus lieu", indique le centre culturel allemand.

Osons espérer que cette fois-ci, les participants étrangers pourront au moins rentrer chez eux.

MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE

DIRECTION GENERALE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

PROJET DE DEVELOPPEMENT ET GOUVERNANCE MINIERE AU TOGO

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail - Liberté - Patrie

CONSULTATIONS DU PUBLIC

Le Gouvernement du Togo dans le cadre de son partenariat avec la Banque Mondiale a bénéficié du concours technique et financier de cette institution en vue de préparer un projet minier dénommé : **Projet de Développement et Gouvernance Minière (PDGM)**.

Afin de prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux de l'activité minière au Togo, le projet envisage une **Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique du Secteur (EES)** comme partie intégrante de la phase de mise en œuvre du projet. A cet effet, le Gouvernement Togolais conformément à sa législation nationale et aux politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale, a produit les **Termes de Référence (TDRs)** de ladite étude. Dans le but de s'assurer que toutes les préoccupations environnementales et sociales associées à l'exploitation minière au Togo, sont prises en compte dès l'étape de conception des TDRs en vue de leurs répercussions dans le document d'évaluation, le Ministère des Mines et de l'Energie invite toutes personnes physiques ou morales intéressées au secteur minier, à faire des observations, suggestions et recommandations en vue d'améliorer les Termes de Référence. Lesdits Termes de Références qui sont publiés sur les sites web www.togomines.com et www.republicoftogo.com, sont disponibles et peuvent être consultés du 01 au 10 octobre 2014 de 08h à 17h aux adresses suivantes :

- Direction Générale des Mines et de la Géologie: 6, avenue Sarakawa, Quartier Administratif ;
- Agence Nationale de la Gestion de l'Environnement au Togo : 575, rue de l'OCAM
- Mission résidente de la Banque Mondiale au Togo : Cité OUA

Les observations, suggestions et propositions d'amélioration doivent parvenir au plus tard le 15 octobre 2014 à :

Direction Générale des Mines et de la Géologie :

- 6, Avenue Sarakawa Quartier Administratif
- BP 4227 Lomé
- Fax : +(228) 22 20 08 05
- Email : dgmgtogo@togomine.com

Ministère des Mines et de l'Energie

- Rue des hydrocarbures en face de TOGOGAZ
- BP : 4227 Lomé
- Fax : +(228) 22 22 08 05
- Email : minesenergie@yahoo.fr

Lomé, le 28 septembre 2014

Le Ministre des Mines et de l'Energie

Dammipi NOUPOKOU

Malgré le nouveau défi de la sécurité routière

Le Togo maintient sa «position enviable», selon l'Observatoire des pratiques anormales

* **Le Togo est incontestablement en tête des pays où le temps perdu sur la route est le plus court**

Late Pater

Le 24^{ème} rapport de l'Observatoire des pratiques anormales (OPA) en Afrique de l'ouest sur les enquêtes menées sur les corridors de l'UEMOA présente les informations sur les perceptions illicites et les temps de contrôle, recueillies du 1^{er} au 30 juin 2013. Les données ont été collectées sur six des huit corridors couverts par l'OPA : Tema-Ouagadougou, Ouagadougou-Bamako via Koury, Ouagadougou-Bamako via Hérémakono, Lomé-Ouagadougou, Dakar-Bamako, Abidjan-Ouagadougou, Abidjan-Bamako. «Malgré le nouveau défi de la sécurité routière, le Togo maintient sa position enviable. Le Togo est depuis 2011 le leader incontesté dans la région en matière de bonne gouvernance routière. Il semble toutefois que la suppression des postes de gendarmerie et de police ait eu un effet négatif sur la sécurité routière. En effet, l'on constate que le non-respect des règles de circulation prend de l'ampleur sur les routes togolaises. L'objectif actuel est de sensibiliser les usagers de la route sans pour autant recourir à des barrages excessifs qui occasionnent des tracasseries routières», indique le résumé du rapport.

Depuis un an, la tendance moyenne des tracasseries sur les corridors couverts par l'initiative connaît une légère amélioration. Au cours du deuxième trimestre 2013, tous les indicateurs ont baissé. Les prélèvements illicites ont diminué de 18% alors que les retards et les contrôles ont subi la même trajectoire de 30% et 17% respectivement. Le Togo reste le pays le moins tracassier alors que le Mali reste toujours le plus mauvais élève en matière de gouvernance routière en Afrique de l'ouest. Au plan du **nombre de contrôles**, l'OPA différencie les contrôles légitimement effectués aux frontières des contrôles effectués sur la route qui ne sont pas en accord avec la décision n°15/CM/UEMOA du 16 décembre 2005 portant modalités pratiques d'application du plan régional de contrôle routier de l'Union. Courant deuxième trimestre 2013, le Ghana, un des meilleurs bons élèves de l'OPA, multiplie malheureusement les contrôles sur le corridor Tema-Ouagadougou, surtout dans la partie nord du tronçon. C'est la même tendance au Mali sur le corridor Bamako-Ouagadougou. Cette performance fait du Mali le pays ayant les routes les plus difficiles à emprunter dans la région. Au même moment, les routes togolaises restent les plus fluides.

Des progrès significatifs ont été réalisés par tous les corps au Sénégal, en particulier la Douane. Par contre, en Côte d'Ivoire, on observe une recrudescence des contrôles de la part des gendarmes et policiers. La situation s'est encore



améliorée au Togo.

Le corridor Bamako-Ouagadougou reste celui où les **perceptions illicites** sont les plus élevées, surtout la partie malienne,

et ce depuis plus d'un an. Quant aux corridors Lomé-Ouagadougou et Tema-Ouagadougou, les pots-de-vin y restent inchangés depuis le premier

trimestre 2013. La frontière de Hérémakono au Mali devient la frontière la plus tracassière avec plus de 13.000 francs Cfa de prélèvements illicites par camion et

par voyage alors que la frontière de Paga au Ghana est la moins chère dans la sous-région avec moins de 300 francs Cfa par passage. Le Mali et la Côte d'Ivoire sont les pays où on a observé des montants élevés de perceptions illicites. Le Sénégal a fait des progrès grâce à la baisse notable des montants perçus par la police et la gendarmerie. La situation reste stable au Burkina. Contrairement au nombre de contrôles, le Ghana devient le pays le moins cher dans la sous-région, suivi par le Togo qui était depuis plus d'un an le meilleur dans cette catégorie. Comme pour le nombre de contrôles, le Mali est le plus cher à traverser. Le Sénégal connaît la baisse la plus importante des pots-de-vin. La Côte d'Ivoire enregistre aussi une mauvaise prestation et passe derrière le Burkina qui

stagne. Le Togo qui était depuis plus d'un an le meilleur dans cette catégorie se voit détrôner par le Ghana.

En termes de temps de contrôle, les corridors Dakar-Bamako et O u a g a d o u g o u - B a m a k o accumulent les plus longs retards avec une moyenne de 5 heures d'arrêts cumulés, durant le trimestre revu. L'axe Bamako-Abidjan devient le plus rapide avec moins d'une heure d'attente aux postes de contrôle. Le Burkina et le Ghana voient les retards légèrement en régression. On observe un statu quo au Sénégal. Le Togo est incontestablement en tête des pays où le temps perdu sur la route est le plus court. Malgré une légère réduction du temps perdu, le Mali reste toute de même le plus mauvais élève de la région.

Pour un retour aux fières valeurs perdues

L'événement annuel «Mois du civisme et de la citoyenneté» lancé ce vendredi

* **Vers l'institutionnalisation d'une journée nationale «Togo propre» chaque premier samedi du mois.**

Ce n'est plus un secret, les fils du Togo ont volontairement abandonné les bons réflexes qui doivent lier une Nation. Avant, aux temps forts du parti unique, avec les méthodes policières, tout le monde évitait de blesser la Nation, de porter le mauvais geste qui salit toute la maison, tout le quartier, toute la ville... Vint le vent de la démocratie. Et comme par enchantement, on s'est laissé aller. Très vite, les fils du Togo ont oublié leur origine, leur mère patrie. D'aucuns ont vite pensé faire du mal, plutôt, à l'autorité politique en place en cultivant l'incivisme. Souvent, dans l'ignorance, on oublie que les conséquences du mauvais acte reviennent forcément au Togolais lambda. Aujourd'hui, tout le monde connaît la suite logique de l'insalubrité encouragée, tout le monde connaît la suite logique des surcharges sur les routes, tout le

monde sait mesurer le degré du désordre lorsqu'on se décide à ne pas respecter la loi, le bien public, tout le monde décrit la pratique d'une justice privée, parfois avec la violence comme mode de gestion, les actes de vandalisme, l'intolérance, l'indiscipline, le manque de respect de l'Etat, de l'autorité et des biens publics, etc.

Le président Faure Gnassingbé n'en pouvait plus, dans son discours du 26 avril 2012 : «*les valeurs citoyennes de respect de la chose publique doivent s'imposer à tous comme une ardente obligation. Agrandir sa maison en mordant sur la voie publique, jeter des ordures et des déchets de toutes sortes dans la rue, encombrer sciemment les trottoirs qui viennent d'être rénovés, ne pas respecter les voies, les ponts, les chaussées réaménagés à grands frais,*

bloquer la circulation piétonne en envahissant les trottoirs, boucher les caniveaux destinés à évacuer les eaux de pluie, se faire transporter à trois ou à quatre sur une seule motocyclette, jeter les eaux usées dans les rues sont des attitudes qu'il est urgent d'abandonner (...) nous devons revenir à des réflexes citoyens, que nous avons perdus de vue depuis quelque temps. Le respect de la chose publique est une valeur fondamentale que nous devons préserver, car le développement est à ce prix».

Seulement, tout semble dire qu'il a parlé pour lui. Mais, depuis la fin 2013, l'Autorité veut faire les premiers pas. Des rencontres sont tenues, pour aboutir à la Politique nationale de formation civique et d'éducation à la citoyenneté. La mise en œuvre de ce document est officiellement lancée ce 3

octobre 2014, ensemble avec le lancement de la première édition du «Mois du civisme et de la citoyenneté». L'événement se voulant annuel, pour mieux comprendre le sens de la citoyenneté, mieux connaître la République, ses valeurs, mieux apprendre à vivre ensemble avec les droits et les devoirs de citoyen. Le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu devra personnellement présider la cérémonie, sauf revirement. En projet, à en croire le ministère de la Formation civique, toute une gamme d'activités est à mener : formation des artistes et humoristes togolais sur les notions de civisme et de citoyenneté dans la conception de leurs œuvres ; formation de plus de 200 journalistes sur les notions de civisme et de citoyenneté ; sensibilisation sur les thèmes «entretien routier et sécurité

routière», «tolérance et réconciliation», «civisme économique», «femme, pilier de l'éducation à la citoyenneté», «participation citoyenne et culture de l'excellence» ; opérations de reboisement ; distribution du livret sur la formation civique sur tout le territoire.

Dans la foulée, il se confie qu'une journée nationale «Togo propre» va être instituée à partir du 1^{er} novembre 2014, à fixer sur chaque premier samedi du mois. De quoi renforcer la lutte contre l'insalubrité ambiante. Déjà, la matière de l'éducation civique est inscrite au programme de formation des formateurs des instituteurs et des enseignants. A cette rentrée scolaire 2014-2015, l'enseignement de l'éducation civique et morale est redevenu obligatoire, avec des nouveaux contenus pédagogiques à disposition des enseignants.

Indice de la bonne gouvernance en Afrique

Le Togo, 36^{ème} rang avec une évolution de 2,8 points sur les cinq dernières années

L'indice annuel 2014 sur la gouvernance en Afrique, publié le 29 septembre par la Fondation Mo Ibrahim, montre que le continent progresse globalement, grâce notamment aux bonnes performances dans les domaines de développement humain et de la participation des populations à la vie politique. Au niveau des pays, les résultats de l'indice 2014 témoignent de la forte capacité de progression de plusieurs pays jusqu'icisous-performants. Mais ils mettent aussi en évidence certaines fragilités parmi les pays du peloton de tête. Ainsi, les pays ayant enregistré la plus forte progression de ces cinq dernières années figurent dans la deuxième moitié du classement. La Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger ont depuis 2009 inversé une

trajectoire initialement négative, pour se hisser en tête des pays ayant le plus progressé au cours des cinq dernières années. Cette évolution remarquable a été principalement tirée vers le haut par la catégorie «participation et droits de l'Homme». Dans le même temps, les champions historiques comme Maurice, le Cap-Vert, le Botswana, l'Afrique du Sud et les Seychelles, tout en conservant leur place dans le peloton de tête, enregistrent une dégradation de leurs résultats dans au moins une des quatre catégories, bien que leur parcours demeure globalement positif. «*Au cours des cinq dernières années, les cinq pays en tête du classement ont vu leur note se détériorer dans au moins une catégorie, ce qui démontre que même les plus*

performants doivent rester vigilants», a noté Mo Ibrahim, président de la Fondation.

Le Togo arrive au 36^{ème} rang sur les 52 pays notés, avec un score de 46,4 sur 100 et une évolution de 2,8 points sur les cinq dernières années. Il est largement devancé par les voisins du Ghana (68,2 sur 100 et une évolution de 1,6 point sur cinq ans), du Bénin (56,7 sur 100 et une évolution de -3,5 points sur cinq ans), du Burkina (53,3 sur 100 et une évolution de -1,7 point sur cinq ans).

L'Ile Maurice reste en tête du classement avec le score global le plus élevé (81,7 sur 100), suivi du Cap-Vert (76,6), du Botswana (76,2), de l'Afrique du Sud (73,3) et des Seychelles (73,2). La Somalie arrive dernière (52^{ème}) devant la

Centrafrique (51^{ème}), l'Erythrée (50^{ème}), et le Tchad (49^{ème}). Devenu la première puissance économique en avril dernier suite à un changement du mode de calcul de son PIB, le Nigeria arrive à la 37^{ème} position avec une note de 45,82 sur 100.

L'Egypte et la Libye ont enregistré une chute importante dans le classement 2014 des 52 pays africains en matière de gouvernance. L'Egypte affiche une note globale amputée de huit points pour s'établir à 51,1 sur 100. Le pays perd ainsi 14 places dans l'indice en se classant à la 26^{ème} place. La Libye voisine a perdu 7,4 points et 16 places, affichant une note de 42,1 sur 100 et pointant en 43^{ème} position.

La plus forte progression a été réalisée par la Côte d'Ivoire avec une note en hausse de 7,8 points à 44,3

sur 100 et un gain de six places l'amenant en 40^{ème} position. «*La solidité et le caractère durable de la prospérité future de l'Afrique dépendront de la capacité du continent à s'engager dans toutes les dimensions de la gouvernance, y compris sécurité et état de droits*», a fait valoir Salim Ahmed Salim, président du comité d'attribution du prix.

L'indice Ibrahim est basé sur 95 indicateurs classés en quatre sous-catégories : sécurité et primauté de la loi, participation et droits de l'Homme, économie durable et développement humain. Homme d'affaires soudanais naturalisé britannique, Mo Ibrahim avait créé en 2006 sa fondation, basée à Londres en vue de promouvoir la bonne gouvernance.

Au terme des 3 premiers trimestres de l'année 158,600 milliards levés par le Trésor du Togo, sur 1 992,359 milliards pour l'Uemoa

Jean Afolabi

Sur les trois premiers mois de l'année 2014, à la demande du Trésor public du Togo, l'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), a organisé cinq



Adrien Diop, Directeur de l'Agence UMOA-Titres

adjudications portant sur un montant total de 158,600 milliards de francs Cfa, pendant que les huit Trésors publics des pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo – levaient en tout 1 992,359 milliards au cours de la même période sur le marché financier régional. Les adjudications du Togo sont constituées de trois émissions de bons et de deux d'obligations.

Dès le 17 janvier, le Trésor public a émis des bons d'un montant de 25,000 milliards sur une période d'une année au taux de 4,68%. Il a

réitéré le 18 avril pour un montant de 20,600 milliards (contre 30,000 mis en adjudication) sur un an au taux de 4,96%. Avant une troisième émission de bons le 21 mai, cette fois d'une durée de 9 mois, d'un montant de 35,000 (contre 30,000 milliards recherchés par le Togo). Le taux s'est situé à 4,80%. Il y a eu ensuite deux

bons de Trésor, les 13 octobre et 11 décembre, d'un de 25,000 milliards chacune sur 1 an. Toutes ces opérations s'inscrivent «... dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo, en conformité avec la stratégie à moyen et long termes de gestion de la dette, visant à garantir sa capacité à honorer ses échéances», indique-t-on à l'Agence UMOA-Titres. Le marché monétaire sous régional est caractérisé par une forte évolution durant cette dernière décennie. D'après l'Agence Umoa-Titre, les fonds levés sont passés de 43 à 2 400 milliards entre 2001 et 2013. En outre, selon Adrien Diouf, son directeur, il existe des «niches à exploiter et des zones d'optimisation». Les bonnes perspectives qu'offre le marché des capitaux est un des corollaires du contexte économique favorable qui règne au niveau de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) où les prévisions de croissance affichent un taux global attendu en hausse à 7% en 2014, soit un point de plus que l'année précédente, dans un contexte d'inflation maîtrisée. Par rapport aux réalisations de 2013, les émissions des titres publics devraient croître globalement de 65,16% en 2014.

Créée en mars 2013, l'agence Umoa-Titres est une entité de la Banque centrale. Elle a pour mission, entre autres, d'aider les pays membres dans la mobilisation de fonds sur les marchés financiers. Suivent deux autres émissions de

émissions d'obligations, la première le 18 juillet d'un montant de 38,000 milliards (au lieu de 35,000 milliards mis en adjudication) pour une période de 5 ans et au taux de 6,50%. La seconde est intervenue le 4 septembre, pour la même durée et le même taux, d'un montant de 40,000 milliards contre 30,000 milliards mis en adjudication. Suivant la programmation, le Trésor public prévoit de lancer une troisième et dernière émission d'obligations le 13 novembre prochain, d'un montant de 60,000 milliards, sur une durée de 10 ans. Suivront deux autres émissions de

important investissement du Groupe Nedbank, qui augmente ainsi les capitaux propres de ETI. Les deux parties y gagnent, tant bien Ecobank que Nedbank», commente Albert Essien, directeur général de ETI. «Cette prise de participation représente une étape importante dans le processus de consolidation et d'approfondissement du partenariat stratégique et technique que nous avons avec Ecobank», ajoute Mike Brown, son homologue du Groupe Nedbank. L'alliance stratégique entre ETI et le Groupe Nedbank s'est établie en 2008, afin de fournir des services bancaires homogènes à travers le continent aux clients des deux groupes. Cette récente transaction renforce ce partenariat avec notamment un engagement mutuel en termes d'expertise bancaire et d'assistance technique de gestion. Ensemble, les groupes Ecobank et Nedbank offriront une expertise de Banque Unique à leurs clients à travers le plus grand réseau bancaire en Afrique, comprenant plus de 2 000 agences et bureaux dans 39 pays.

Renforcement d'un partenariat stratégique et technique Le Groupe Nedbank s'apprête à prendre 20% d'Ecobank

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et Nedbank Group Limited (le Groupe Nedbank) ont annoncé conjointement que le Groupe Nedbank allait acquérir une participation de 20% dans ETI. Le Groupe Nedbank souscrita en espèces à 4 512 618 890 nouvelles actions ETI pour un montant de 493,4 millions dollars, environ 246,700 milliards de francs Cfa. Sur le produit de souscription, ETI remboursera ainsi le prêt de Nedbank de 285 millions dollars accordé en 2011. Conformément à l'accord de souscription d'actions ETI, le Groupe Nedbank se verra accorder un droit de représentation au conseil d'administration de ETI, indique un communiqué conjoint en date du 2 octobre 2014. Le Groupe Nedbank a désigné son Chief Operating Officer, Graham Dempster, pour rejoindre le conseil d'administration de ETI qui exercera son droit réciproque de désignation d'un membre de ETI au conseil d'administration du Groupe Nedbank. Les deux nominations au conseil sont soumises aux approbations réglementaires.

«Nous nous réjouissons de cet

A fin 2013, par rapport à 2012, dans les Etats de l'UEMOA Le total bilan des établissements en hausse de 16,3% et les emplois nets de 18,4%

En 2013, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable marqué par une progression du produit intérieur brut (PIB) en volume de 5,5%, après 6,5% en 2012. Tous les Etats membres ont enregistré des taux de croissance positifs, cinq ayant enregistré des taux d'au moins 5,0% en 2013.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'Union a progressé de huit (8) unités pour s'établir à cent vingt-sept (127), contre cent dix-neuf (119) en 2012. Vingt-six (26) groupes bancaires de dimension régionale et/ou internationale opèrent dans l'Union en 2013, contre vingt-quatre (24) en 2012.

Les établissements de crédit en activité, au nombre de cent vingt et un (121) à fin 2013, affichent un total de bilan en augmentation de 16,3% pour atteindre 20.106 milliards de francs Cfa. Parallèlement, le réseau a poursuivi son extension, le nombre d'agences et de bureaux ainsi que ceux des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de 123 unités (+6,1%) et 590.450 unités (+8,2%). Le nombre de guichets automatiques des banques s'est établi à 2.272, en hausse de 414 unités (+22,3%).

Gouvernance dans le secteur de l'eau Le Togo et le PNUD signent une convention de financement

Le Togo à travers le Ministère de l'Équipement Rural et le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) ont signé hier jeudi une convention de financement destinée à contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'eau dans le cadre du programme GoAL WaSH. Les documents ont été paraphés conjointement par le ministre de l'Équipement rural, Bissoune Nabagou et la Représentante Résidente du PNUD, Mme Khardiata LON'Diaye.

D'un coût global de **deux cent seize mille (216 000) dollars, soit cent huit millions (108 000 000) de francs Cfa**, ce projet vise spécifiquement à renforcer la visibilité du secteur de l'eau pour faciliter le plaidoyer et la mobilisation des ressources techniques et financières, ainsi qu'à renforcer les capacités opérationnelles de la direction de la planification et du suivi-évaluation, d'après un communiqué de presse. Elle vise également à renforcer les capacités des acteurs locaux pour la gestion rationnelle et durable des mini-adductions d'eau potable en milieu semi-urbain, et à finaliser le plan d'investissement de la société de patrimoine de l'eau par la conduite des études tarifaires et la préparation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers (PTF).

GoAL WaSH est un programme novateur du PNUD visant à accélérer la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'eau et à



De G à D : Mme Khardiata LON'Diaye, Djossou Sémondji et Bissoune Nabagou

l'assainissement grâce à des interventions stratégiques ciblées renforçant la gouvernance dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement aux niveaux national et local. Il est mis en œuvre par l'Institut International de l'Eau basé à Stockholm, en Suède. Il est rappelé, à ce sujet, que le Togo fait partie des pays du monde où la probabilité d'atteindre les OMD d'ici 2015 demeure très faible pour ce qui est du secteur de l'eau si les tendances actuelles se maintiennent.

Le Togo a été l'un des quatre pays africains sélectionnés pour préparer son Cadre d'Accélération des OMD (CAO) en septembre 2010. A cet effet, le pays, avec l'appui du PNUD et le système élargi des Nations Unies, a élaboré et validé en août 2010 un cadre d'accélération de l'OMD1 centré sur l'amélioration de la productivité des petits producteurs. Les résultats positifs enregistrés à travers l'élaboration du CAO sur la cible 1.A de l'OMD1 (réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour) ont favorisé la formulation et la validation en octobre 2010 du CAO sur la cible 7.C de l'OMD7 pour l'accès à l'eau potable en milieu rural et semi-urbain.

Afin de mettre en œuvre ce CAO, le PNUD a apporté au Togo, en 2012, un appui financier de deux cent mille (200 000) dollars, soit environ cent millions (100 000 000) de francs, destiné à agir sur les goulots d'étranglement identifiés. Cet appui a permis de doter le pays d'une stratégie de plaidoyer et de mobilisation des ressources arrimée sur la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) et d'amorcer la mise en place de l'approche sectorielle.

De plus, le pays a, en 2011, engagé une réforme du secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Cette réforme a abouti à la création, le 03 août 2013 (décret N°2011-130/PR), d'une société de patrimoine de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU). L'opérationnalisation de la SPE s'est traduite par la réalisation d'une série d'études dont le plan d'investissement prioritaire à l'horizon 2012-2030. La finalisation de ce plan d'investissement par les études tarifaires, le renforcement des capacités et la mobilisation de ressources financières constitue un défi important que ce nouveau financement contribuera à relever, conclut le communiqué.

Besoins de liquidités bancaires

78 milliards injectés dans les banques du Togo cette semaine

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a procédé, valeur 30 septembre 2014, à une injection de liquidités d'un montant de 1.181,246 milliards de francs Cfa, sur un total de 1 225,000 milliards mis en adjudication. Les banques et établissements de crédit du s'adjugent 75,200 milliards. Cette opération arrive à échéance le lundi 6 octobre 2014, indique un communiqué de la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré sont ressortis respectivement à 2,5000% et 2,5304%.

L'opération a enregistré la participation de quarante-huit (48) établissements de crédit provenant des huit (08) places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa).

De loin, les établissements bancaires du Burkina Faso s'adjugent 268,750 milliards. Ils sont suivis de ceux de la Côte d'Ivoire et du Bénin avec respectivement 225,422 milliards et 180,000 milliards. Les établissements du Mali décrochent 158,550 milliards, et ceux du Sénégal 142,024 milliards. Le Niger vient avec 104,500 milliards et la Guinée-Bissau, 13,8000 milliards.

D'après la Banque centrale, la moyenne des soumissions hebdomadaires, sur le marché des adjudications, est passée de 1.188,0 milliards en juillet 2014 à 1.289,2 milliards en août 2014, soit une hausse de 8,5%. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti, en moyenne mensuelle, à 2,54%, quasi-stable par rapport au niveau de 2,53% enregistré le mois précédent.

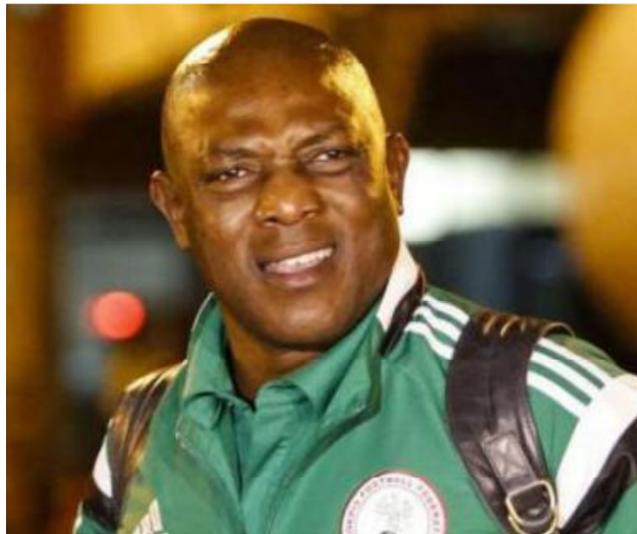
FOOTBALL/CAN U17 NIGER 2015

Les sélectionneurs d'Afrique soulignent les progrès faits par le continent

Les sélectionneurs et les directeurs techniques des associations membres africaines ont souligné les progrès d'ensemble du football sur le Continent Mère tout en rappelant qu'il était nécessaire de poursuivre le travail pour espérer voir une sélection africaine gagner un jour la Coupe du Monde de la FIFA™. Les discussions ont eu lieu le 30 septembre et le 1er octobre lors d'une conférence organisée au Caire par la FIFA et la CAF dans le but de tirer les enseignements de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014™.

Concernant les aspects techniques de Brésil 2014, le sentiment général parmi les participants était que les sélections africaines avaient joué leur rôle dans le succès éclatant de cette Coupe du Monde. Pour la première fois de l'histoire, deux représentants de l'Afrique ont atteint le deuxième tour de la compétition et le niveau général du football produit a été de haute qualité. La performance de l'Algérie, éliminée de justesse et à l'issue de la prolongation en huitième de finale par l'Allemagne, future championne du monde, a été largement saluée. Le Nigeria a quitté le tournoi au même stade sur deux buts tardifs marqués par la France, tandis que la Côte d'Ivoire et le Ghana ont manqué de très peu d'accéder à la deuxième phase.

En s'appuyant sur l'exemple des champions du monde allemands, les meilleurs techniciens du football africain ont reconnu que, malgré le talent incontestable des joueurs du Continent Mère, il restait un certain nombre de problèmes à régler, en particulier au niveau de l'organisation et de l'administration. "Si nous voulons avancer, nous devons professionnaliser tout ce qui entoure l'équipe", a résumé Volker Finke qui, après avoir entraîné pendant presque 20 ans en Bundesliga allemande, est aujourd'hui sélectionneur du Cameroun. Après une Coupe du Monde décevante, les Lions indomptables cherchent à prendre un nouveau départ avec une génération de joueurs jeunes.



Les choses semblent bien fonctionner pour l'instant, puisqu'ils sont actuellement premiers de leur groupe dans les qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de la CAF.

Finke et le représentant du Ghana ont fait observer que les désaccords autour du paiement des primes des joueurs en amont de la compétition avaient eu un impact négatif au Brésil. "Ces problèmes d'argent nuisent à la concentration des joueurs", a commenté Francis Oti Akeneng, directeur technique des Black Stars.

L'un des problèmes du football africain est le manque de programmes de développement pour les jeunes. "L'équipe nationale n'est pas l'endroit idéal pour enseigner les bases de la technique et de la tactique. Ce travail doit être fait beaucoup plus tôt", explique

Ephraïm Mashaba, entraîneur de l'Afrique du Sud, arguant du fait qu'il est difficile pour un sélectionneur d'effectuer un travail de fond avec son effectif dans le cadre d'un calendrier international qui ne permet pas de réunir les joueurs plus de quelques jours avant une rencontre. Ce problème est particulièrement sensible en Afrique, où les déplacements d'un pays à l'autre peuvent durer plusieurs jours.

Plateforme unique

Shawky Gharib, sélectionneur de l'Égypte, a évoqué la difficulté de disputer des rencontres internationales entre deux saisons du championnat national, c'est-à-dire à un moment où les joueurs ne sont pas au meilleur de leur forme.

L'Algérie a reçu les félicitations de nombreux participants à la conférence pour le niveau de football qu'elle a produit au Brésil. "Cette

réussite est due au fait que nous avons professionnalisé la structure autour de l'équipe. Nous avons fait attention à chaque détail. L'administration, l'organisation et les aspects techniques constituent un tout", a déclaré Taoufik Korichi, directeur technique de l'Algérie.

Son homologue au Sénégal, Mayacine Mar, affiche lui aussi beaucoup d'optimisme. "Nous avons progressé et nous ne sommes plus loin de notre objectif. Mais il faut encore plus de stabilité au niveau des entraîneurs et de l'encadrement technique afin de leur permettre de développer un projet sur au moins quatre ans."

La conférence a également été une bonne opportunité pour tirer les enseignements qui s'imposent au sujet de l'évolution tactique du jeu. "Le football a changé. Dans le football moderne, tous les joueurs se déplacent en permanence. Le système peut changer d'une équipe à l'autre, mais ce qui ne change pas, c'est la nécessité de faire le pressing et de jouer collectivement, en bloc", estime Finke.

Cet événement de deux jours a été une plateforme unique pour que les techniciens de l'élite du football africain puissent échanger des idées et développer de nouvelles stratégies d'avenir. "Il faut arrêter de toujours vouloir gagner maintenant et penser un peu plus à gagner demain. Nous devons poser des fondations solides", a conclu le directeur technique du Ghana.

FOOTBALL/

Matthieu Mablé, un 3e candidat à la FTF

Matthieu Mablé, président de l'Entente II, un des clubs emblématique de la capitale togolaise a annoncé le week-end écoulé, sa candidature à la présidence de la Fédération Togolaise de Football (FTF). Ce faisant, il devient le troisième candidat officiellement déclaré à la succession de Gabriel Améyi, l'actuel locataire des lieux.

Son annonce qu'il a faite par le biais d'un communiqué le samedi 27 septembre est totalement passée inaperçue dans le public sportif et les médias thématiques. Un flop que sa cellule de communication tente de rattraper en s'attaquant aux réseaux sociaux. L'homme n'est pas un inconnu du monde sportif.

Ancien cadre de la Banque de la Communauté Economique Ouest Africaine (BCEAO), Mathieu Mablé est le président du regroupement des clubs de deuxième division. En plus, d'être le président d'un club de football, l'Entente II, il était de l'organisation de la participation du Togo à la CAN 2010 en qualité de membre du comité de mobilisation des Fonds.

La liste des challengers de Gabriel Améyi, dont la participation au congrès électif ne fait aucun doute, se rallonge.

La date limite de dépôt des dossiers fixée au 04 octobre par la FTF devrait faire bouger les choses dans les prochaines heures et les candidats encore tapis dans l'ombre devraient se dévoiler.

Le congrès électif de la FTF est prévu pour le 04 Novembre 2014

Deschamps fait appel à Gignac et Payet

Didier Deschamps a donc fait appel à André-Pierre Gignac pour les deux matches amicaux que disputera l'équipe de France contre le Portugal et l'Arménie. A noter aussi les présences de Dimitri Payet, Christophe Jallet et Jérémy Mathieu dans ce groupe.

Contrairement à sa dernière liste où il avait voulu rendre hommage aux joueurs ayant disputé la Coupe du monde, Didier Deschamps a décidé d'apporter quelques changements à son groupe pour affronter le Portugal au Stade de France (11 octobre) et l'Arménie à Erevan (14 octobre). En premier lieu, le sélectionneur des Bleus a décidé de faire appel à André-Pierre Gignac, pour pallier la blessure d'Olivier Giroud. En balance avec Alexandre Lacazette, le Marseillais, auteur de 8 buts en 8 matches profite d'un meilleur début de saison que le Lyonnais (4 buts), mais aussi d'un "meilleur état de forme physique" d'après "DD".

Gignac ne sera pas le seul marseillais à faire le voyage à Clairefontaine, puisque Dimitri Payet a aussi été récompensé de son très bon début de saison avec les Phocéens. Son repositionnement dans l'axe par Marcelo Bielsa a porté ses fruits et le Réunionnais devrait se voir offrir une chance de démontrer ses qualités, puisque Mathieu Valbuena, aussi appelé, devrait voir son temps de jeu limité en raison de son état physique, deux semaines après son opération de l'appendicite. Au rayon des surprises, à noter que Christophe Jallet fait aussi son retour dans le groupe bleu, Mathieu Debuchy étant forfait pour plusieurs semaines.

Enfin, Jérémy Mathieu prend la place d'un Mamadou Sakho hors de forme à Liverpool et qui serait même blessé selon Didier Deschamps. Le début de saison de l'ancien Toulousain avec le Barça plaide effectivement en sa faveur. Il y aura donc quelques places à gagner durant ce rassemblement. Aux nouvelles têtes de réussir à les prendre.

JEUX OLYMPIQUES 2016

La commission de coordination du CIO quitte Rio satisfaite des progrès accomplis

La commission de coordination du Comité International Olympique (CIO) a achevé mercredi sa septième visite dans la ville hôte sud-américaine, après un hiver austral couronné de succès pour le Brésil et ses préparatifs en vue des Jeux Olympiques, avec notamment la Coupe du monde de la FIFA, la première épreuve test de Rio 2016, la séance d'information pour la presse mondiale et la réunion des diffuseurs mondiaux. La commission quitte Rio satisfaite des progrès accomplis par les organisateurs depuis son précédent déplacement en mars dernier.

Dans le cadre de leurs trois jours de réunions, les membres de la commission se sont rendus sur le parcours de golf olympique, au village olympique, au Parc olympique de Deodoro et au Parc olympique de Barra, où les a rejoints la présidente brésilienne, Dilma Rousseff.

À l'issue de la visite, la présidente de la commission, Nawal El Moutawakel, a déclaré : "Nous quittons Rio satisfaits des progrès accomplis depuis notre dernier déplacement en mars. L'engagement fort des autorités brésiliennes en faveur du succès des Jeux de 2016 à Rio a été souligné par la présence de la présidente Dilma Rousseff lors de notre visite au Parc olympique. Nous sommes convaincus qu'en dépit d'un calendrier très serré, nos partenaires brésiliens offriront des Jeux réussis."

Et celle-ci de poursuivre : "À présent que nous entrons dans les deux dernières années de préparation, nous pouvons constater que les ouvrages fondamentaux avancent à grande vitesse, en particulier la construction des sites, pour laquelle nous avons reçu des comptes rendus solides. Nous avons également vu de nous-mêmes les progrès accomplis lors de notre visite des sites mardi. Rio 2016 a commencé à mobiliser sérieusement le public cet hiver et nous avons pu dresser le bilan de ce qui a déjà été réalisé. Nous sommes heureux d'entendre que cette mobilisation se poursuivra avec les événements à venir, tels que l'envoi d'informations sur la billetterie, le lancement de la mascotte, l'Olympiade culturelle et les épreuves tests."

Prochaine grande échéance pour les organisateurs de Rio 2016 : la

livraison de leur programme ambitieux d'épreuves tests, lequel verra la tenue de 44 manifestations sportives à Rio avant les Jeux. Le comité d'organisation se dirige à grands pas vers ces épreuves et, pour les préparer au mieux, la commission a examiné avec lui tous les domaines préoccupants ou qui requièrent une attention particulière.

Parmi les secteurs passés au crible figurent la construction et l'hébergement. Rio 2016 et ses partenaires gouvernementaux ont présenté en détail les progrès réalisés en ce qui concerne l'aménagement des sites et l'infrastructure requise pour les Jeux. Bien que le calendrier reste serré, l'équipe de Rio a clairement montré qu'elle avait la situation en main, de solides progrès ayant été accomplis. Elle a également mis en avant ses efforts continus visant à

renforcer son dialogue avec les Fédérations Internationales quant à l'aménagement des sites.

L'hébergement constituait depuis le début un défi compte tenu du grand nombre d'hôtels à construire avant les Jeux, mais des informations très claires et rassurantes ont été fournies à la commission selon lesquelles les 68 nouveaux hôtels en construction étaient en bonne voie.

La commission a également entendu le ministre brésilien des Sports, Aldo Rebelo, le maire de Rio, Eduardo Paes, le gouverneur, Luiz Fernando Pezão, et le général Fernando Azevedo e Silva de l'Autorité publique olympique (APO) concernant le solide héritage que les Jeux laisseront à la ville, au pays et à ses habitants.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLA G.



COMMUNIQUÉ DE LA CEET



La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) a le plaisir d'informer son aimable clientèle que dans le souci de faciliter l'accès aux branchements électriques, elle s'engage à accompagner et à motiver les clients tiers qui désirent construire des infrastructures d'extension du réseau électrique.

A cet effet, conformément aux dispositions du Règlement Technique de la Distribution un programme de participation de la CEET au financement des constructions d'infrastructures de réseaux électriques basse de moyenne tensions par des tiers a été mis en place depuis le 1^{er} janvier 2014.

La CEET invite, par conséquent, les personnes physiques ou morales désireuses de réaliser des travaux de construction de lignes basse ou moyenne tension à prendre contact avec les Agences CEET de leur zone ou localités d'habitation.

Pour tous renseignements, contacter **le 22 21 07 74**

La Direction Générale

Dr. Gnadè DJETELI



COMMUNIQUÉ

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOÉ ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H00 A 14H30 DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H00 A 13H00 LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

Journée internationale des personnes âgées

«Elles représentent aussi un vivier important de connaissances, de savoirs et d'expérience pour renforcer les capacités des jeunes générations», Mme Dédé Ahoéfa EKOUE

Etonam Sossou

Le 1er octobre, a été l'occasion pour le monde entier de célébrer les personnes âgées. Au Togo, cette journée sera commémorée le 23 Octobre à Sokodé autour du thème : «la Protection et Valorisation du Potentiel des Personnes âgées». Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection des enfants et des personnes âgées, dans son discours de circonstance a précisé que cette célébration sera une opportunité de taille d'échanger plus en détails sur des questions pouvant mobiliser tous les acteurs en vue de la réalisation du double objectif du thème national.

En effet, la population mondiale vieillit de plus en plus. Le nombre de personnes âgées va passer de 841 millions de personnes âgées en 2013 à 2 milliards de personnes en 2050. En 2050, plus de 8 personnes âgées sur 10 vivront dans les pays en voie de développement. Pour ce qui est de notre cher pays, si les personnes âgées représentaient en 2010, 5,6% de la population, il est estimé qu'elles représenteront en 2025, 12% de la population totale. «L'accroissement de longévité représente à la fois une opportunité

Le renforcement de la sécurité sociale, notamment la caisse de retraite du Togo (CRT) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour un accès prestations aux retraités de l'administration publique et à ceux du secteur privé, fait également partie des actions du gouvernement en faveur de cette frange de la population. La facilitation d'accès aux soins pour les retraités de l'administration publique à travers l'INAM, est l'une des mesures sociales salutaires offertes aux personnes âgées ces dernières années par le gouvernement.

Pour permettre aux personnes âgées de se distraire, la construction des Centres de détente et de loisirs des personnes âgées avec un opérationnel à Dapaong et un en construction à Kara et un à Lomé ou les procédures sont en cours. Le renforcement des droits des parents, ascendants dans le code des personnes et de la famille qui offre une plus grande sécurité aux parents démunis à travers le droit à une pension alimentaire s'ajoute à la liste des initiatives du gouvernement. «Le gouvernement continuera à renforcer son soutien aux personnes âgées et vient d'élaborer un programme de protection et de valorisation des personnes âgées qui devrait

la retraite», a-t-elle annoncé.

Avant de conclure : «à cet effet, je voudrais remercier au nom du gouvernement tous les partenaires internationaux, toutes les organisations de personnes âgées, notamment le conseil national consultatif des personnes âgées, les associations de jeunes et de femmes, le secteur privé, les ONG, les administrations publiques qui assistent les personnes âgées. Je voudrais les encourager à soutenir avec encore plus de vigueur et d'engagement les impératifs de protection et valorisation des personnes âgées pour un Togo qui ne laisse personne derrière. La faible protection et l'insuffisante valorisation des personnes âgées est une perte pour notre pays car elles contribuent à un laisser aller des personnes âgées qui conduit à des décès prématurés et des dépenses de santé élevés et des douleurs psychologiques importantes tous évitables si chacun de nous y met du sien. La présente journée nous offre l'opportunité de remplacer ce cercle vicieux par un cercle vertueux par lequel une protection et valorisation renforcée des personnes âgées par tous les acteurs nous permet de générer des gains humains, sociaux, économiques pour notre pays. Au delà de ce que le gouvernement fait aujourd'hui et compte faire, ce qui nous interpelle en ce jour c'est la nécessité de contribuer chacun à soutenir les personnes âgées, particulièrement celles qui sont les plus vulnérables.

Comme nous le savons Les personnes du troisième âge ont comme toutes les couches sociales de notre pays des objectifs, des capacités, des atouts, des besoins. Il est important qu'on leur redonne une place importante et de la valeur dans notre société. Le troisième âge n'est pas la fin de la vie mais une autre étape de la vie. La question essentielle qui nous interpelle en ce jour est qu'elle est la contribution que chacun de nous peut apporter pour faire de cette étape de la vie des personnes âgées, une phase de repos bien mérité, d'épanouissement, de valorisation, de satisfaction des besoins essentiels comme le promeuvent les droits humains, les lois nationales et nos cultures.

Les personnes âgées apportent des contributions importantes aux fonctions sociales telles que les soins aux enfants l'accompagnement psychologique de nos familles, le règlement des conflits familiaux la protection de nos pratiques traditionnelles positives et la transmission de valeurs clés. Elles représentent aussi un vivier important de connaissances, savoirs et d'expérience pour renforcer les capacités des jeunes générations et pour mettre en œuvre des actions communautaires. Au moment où nous nous efforçons d'intensifier notre développement économique et social, il est plus qu'important pour

nous de valoriser les atouts de personnes âgées. Ceci contribuera non seulement à accélérer notre développement mais aussi à renforcer le bien être physique et psychologie des personnes âgées se traduisant ainsi en gains économiques et sociaux.

Les personnes âgées ont contribué à la construction de notre pays et à la construction de qui nous sommes aujourd'hui et aux progrès que nous voyons. Par ailleurs, en tant qu'êtres humains ils ont des droits comme toute personne. Comme l'a affirmé le SG des nations unies dans son message à l'occasion de cette journée «Les personnes âgées participent de diverses manières au développement économique et social. Toutefois, la discrimination et l'exclusion sociale persistent et nous devons y mettre un terme pour que la population puisse vieillir en restant active sur les plans économique et social, et en étant en sécurité et en bonne santé»

La présente journée nous engage à nous investir pour un meilleur respect des droits des personnes âgées dans notre pays. Quels sont les abus faits à l'endroit des personnes âgées. Une étude mondiale fait état des abus courants à l'égard personnes âgées, violence physique, violence psychologie, extorsion des revenus, abandon, isolation, et dans nos communautés accusation de sorcellerie. Chacun de nous peut saisir l'occasion de cette journée



Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection des enfants et des personnes âgées

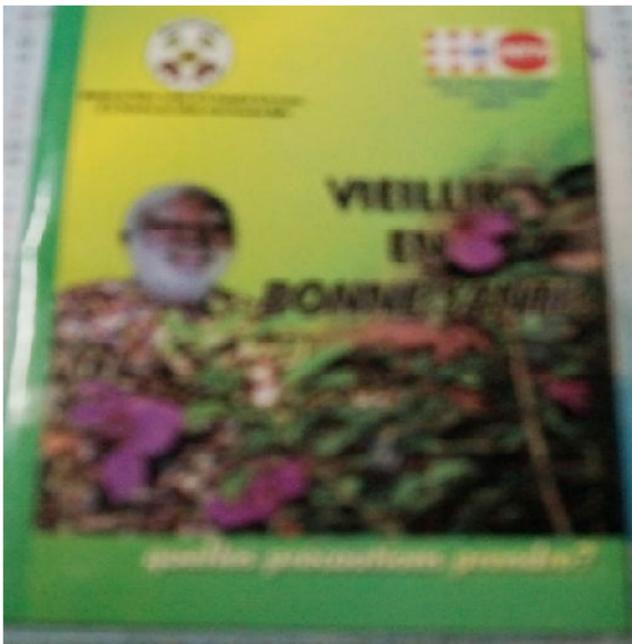
pour dire merci aux personnes âgées de sa famille et de sa communauté et pour sensibiliser et lutter contre les abus à l'égard de personnes âgées. Il nous faut même aller au delà de la protection pour nous investir dans une solidarité en faveur des personnes âgées pour soutenir les plus vulnérables d'entre eux car si la solidarité familiale et communautaire existe dans notre communauté, il est aussi clair que cette solidarité est mise à mal par plusieurs facteurs. Nous avons besoin d'un élan de solidarité individuel, familial, communautaire pour soutenir les personnes âgées. Les adultes et les jeunes ont une responsabilité importante à cet effet et toutes les organisations de tous les secteurs doivent réfléchir leur responsabilité sociétale par rapport à ce groupe qui a déjà donné son meilleur et qui mérite notre soutien.

Puisse cette journée nous amener à redonner une place de

choix aux personnes âgées dans notre société aujourd'hui et dans notre programme de développement après 2015.

Puisse cette journée nous rappeler de dire merci à une personne âgée et offrir toute assistance que nous pouvons à une personne âgée pour briser la solitude, la vulnérabilité économique, les abus.

Puisse cette journée nous amener à utiliser les atouts d'une personne âgée qui souhaite contribuer à faire quelque chose pour la communauté. Les personnes âgées sont des atouts pour la construction d'un meilleur futur pour tous. Elles nous ont porté la ou nous sommes aujourd'hui, peut être ne marchent elles plus aussi vite que nous, mais nous devons rester engagés à ne pas les laisser derrière par respect de droits humains, par gratitude, et pour jouir de leurs abondants savoirs et atouts».



et un défi pour notre pays et pour tous les pays du monde. Cette augmentation de la population âgée nous interpelle plus qu'avant sur la nécessité de veiller à leur prise en compte dans les actions et politiques de développement à tous les niveaux», a relevé Mme Dédé Ahoéfa EKOUE.

Mettant en œuvre les recommandations du plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, le gouvernement togolais a pris plusieurs initiatives. Parmi ces initiatives, on peut énumérer la mise en place d'une direction des personnes âgées, l'appui au Conseil National Consultatif des Personnes Agées avec ses démembrés dans toutes les préfectures pour renforcer l'implication des personnes âgées aux processus de prise de décisions à tous les niveaux et de participer ainsi à la vie de la nation.

permettre de mieux capitaliser l'extraordinaire potentiel des personnes âgées» a précisé Mme Dédé Ahoéfa EKOUE.

En termes de défis à relever le gouvernement continuera ces efforts pour informer et sensibiliser les personnes âgées et les autres groupes par rapport aux stratégies pour avoir une vieillesse saine, active et épanouie et pour bien jouir des droits et opportunités offertes par l'administration et les autres organisations. «A titre d'exemple une tournée est prévue au cours de ce mois d'octobre dans toutes les régions du pays, pour disséminer des guides et ouvrages qui renferment des informations et connaissances utiles pour la vieillesse. Parmi ces ouvrages l'on peut citer le guide vieillir en bonne santé: quelles précautions à prendre, le guide du retraite actualisé: du début de la carrière et

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1236
DE LOTO BENZ DU 24 Septembre 2014

Nous participons ce mercredi 01 Octobre 2014 au tirage de Loto Benz qui porte le N°1237.

Au précédent tirage, des parieurs basés à Dapaong, Anié Amlamé, Tabligbo et Lomé, ont remporté de nombreux gros lots.

Ainsi, les points de vente 10128, 2417 et 8001 basé respectivement à DAPAONG, ANIE et TABLIGBO ont recensé chacun un lot de 750.000F CFA.

C'est un gros lot de 1.000.000F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès de l'opérateur 2362 situé à AMLAME.

Dans la capitale, nous avons enregistré un lot de 500.000F CFA et trois lots de 750.000F CFA auprès des opérateurs 5712, 6130, 60123 et 70234.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS ! BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1237 de LOTO BENZ du mercredi 1^{er} Octobre 2014
Numéro de base

56

01

90

57

68

TOGO CELLULAIRE

Un
**NOUVEAU
 NUMERO**
 pour plus d'abonnés



92 XX XX XX
91 XX XX XX
90 XX XX XX



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2008

